

Chambre des représentants de Belgique: Proposition de règlement spécial et temporaire (25 novembre 2004)

Légende: Le 25 novembre 2004, dix députés socialistes déposent une proposition de règlement spécial et temporaire, concernant la plus large consultation et la plus large information préalables à l'assentiment au traité établissant une Constitution pour l'Europe. Vu les inconvénients que présentent, notamment du point de vue constitutionnel, le référendum décisionnel ou la consultation populaire non contraignante, la proposition s'interroge sur la meilleure façon de garantir néanmoins que l'opinion de chacun soit entendue par la Chambre.

Source: Chambre des représentants de Belgique, Proposition de règlement spécial et temporaire, concernant la plus large consultation et la plus large information préalables à l'assentiment au Traité établissant une Constitution pour l'Europe, ainsi que la procédure d'assentiment elle-même, DOC 51 1461/001, Bruxelles, 25.11.04, <http://www.patrickmoriau.be/pdf/discours11.pdf>.

Copyright: Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Les documents diffusés sur ce site sont la propriété exclusive de leurs auteurs ou ayants droit.

Les demandes d'autorisation sont à adresser aux auteurs ou ayants droit concernés.

Consultez également l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/chambre_des_representants_de_belgique_proposition_de_reglement_special_et_temporaire_25_novembre_2004-fr-ab5303d7-70ff-4f05-bea1-fa595af5c0f8.html

Date de dernière mise à jour: 19/12/2013

DOC 51 **1461/001**DOC 51 **1461/001**

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

25 novembre 2004

PROPOSITION

**de règlement spécial et temporaire,
concernant la plus large consultation et la
plus large information préalables
à l'assentiment au Traité établissant une
Constitution pour l'Europe, ainsi que la
procédure d'assentiment elle-même**

(déposée par M. Thierry Giet et consorts)

SOMMAIRE

1. Développements	3
2. Proposition	9

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

25 november 2004

VOORSTEL

**tot instelling van een bijzonder en tijdelijk
reglement betreffende een zo ruim mogelijke
raadpleging en voorlichting alvorens wordt
overgegaan tot de instemming met
het Verdrag tot vaststelling van
een Grondwet voor Europa, alsook
betreffende de instemmingsprocedure zelf**

(ingediend door de heer Thierry Giet c.s.)

INHOUD

1. Toelichting	3
2. Voorstel	9

2672

cdH	:	Centre démocrate Humaniste
CD&V	:	Christen-Democratisch en Vlaams
ECOLO	:	Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales
FN	:	Front National
MR	:	Mouvement Réformateur
N-VA	:	Nieuw - Vlaamse Alliantie
PS	:	Parti socialiste
sp.a - spirit	:	Socialistische Partij Anders - Sociaal progressief internationaal, regionalistisch integraal democratisch toekomstgericht.
VLAAMS BELANG	:	Vlaams Belang
VLD	:	Vlaamse Liberalen en Democraten

Abbréviations dans la numérotation des publications :

DOC 51 0000/000 : Document parlementaire de la 51e législature, suivi du n° de base et du n° consécutif

QRVA : Questions et Réponses écrites

CRIV : Version Provisoire du Compte Rendu intégral (couverture verte)

CRABV : Compte Rendu Analytique (couverture bleue)

CRIV : Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)

(PLEN: couverture blanche; COM: couverture saumon)

PLEN : Séance plénière

COM : Réunion de commission

Afkortingen bij de nummering van de publicaties :

DOC 51 0000/000 : Parlementair document van de 51e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer

QRVA : Schriftelijke Vragen en Antwoorden

CRIV : Voorlopige versie van het Integraal Verslag (groene kaft)

CRABV : Beknopt Verslag (blauwe kaft)

CRIV : Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)

(PLEN: witte kaft; COM: zalmkleurige kaft)

PLEN : Plenum

COM : Commissievergadering

Publications officielles éditées par la Chambre des représentants

Commandes :

Place de la Nation 2

1008 Bruxelles

Tél. : 02/ 549 81 60

Fax : 02/549 82 74

www.laChambre.be

e-mail : publications@laChambre.be

Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers

Bestellingen :

Natieplein 2

1008 Brussel

Tel. : 02/ 549 81 60

Fax : 02/549 82 74

www.deKamer.be

e-mail : publicaties@deKamer.be

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

Depuis plus d'un demi siècle, la Belgique est un des principaux moteurs de la construction européenne.

Pour beaucoup, les premiers traités européens avaient encore, pour une grande part, la nature de conventions internationales classiques, visant à organiser la coopération entre États sur des questions principalement économiques.

Mais l'engagement politique qui a soutenu cette démarche, et certainement en Belgique, était déjà beaucoup plus ambitieux. L'on parlait de garantir la paix par l'intégration politique et un ordre juridique commun autant que par la puissance commerciale. Et c'est bien cette voie qui a été suivie, pas à pas, lors des modifications successives des traités initiaux.

Aujourd'hui, il existe déjà une monnaie commune à douze États européens. De manière directe ou indirecte, l'Union européenne fixe des règles précises et contraignantes en matière de développement économique, de fiscalité, d'environnement, de protection du consommateur, de développement régional intégré, d'agriculture, mais aussi d'emploi, de politiques sociales, de services publics, d'accès au territoire, de participation politique des citoyens, ...

L'on peut contester certaines de ces règles, ou l'esprit qui a conduit à leur adoption, comme l'on peut, dans son pays, contester certaines lois sans pour autant remettre en question les institutions démocratiques qui les ont adoptées.

Le processus de l'intégration européenne répond à la logique suivie depuis de nombreuses années. Et dans l'appréciation qui en est faite, il faut distinguer l'importance de la dynamique commune et l'aspect contestable de certaines décisions.

Cette affirmation n'a toutefois de valeur que si elle peut être partagée par tous.

La dernière enquête d'opinion organisée par la Commission européenne (eurobaromètre 61) confirme que les Belges ressentent majoritairement l'appartenance à l'Union européenne comme une bonne chose. Ils es-

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Sinds ruim een halve eeuw behoort België tot de belangrijkste stuwende krachten achter de Europese eenwording.

Indertijd beschouwden velen de eerste Europese verdragen hoofdzakelijk als een soort van klassieke internationale overeenkomsten die tot doel hadden de – voornamelijk economische – samenwerking tussen Staten te organiseren.

Toch diende het politieke engagement dat aan die benadering ten grondslag lag, ook toen al – en zeker in België – een veel ambitieuzere doelstelling. Het was de bedoeling de vrede te waarborgen via politieke integratie, een gemeenschappelijke rechtsorde en commerciële slagkracht. Tijdens de opeenvolgende aanpassingen van de oorspronkelijke verdragen is dat denkspoor ook daadwerkelijk en stap voor stap gevolgd.

Thans hebben twaalf EU-lidstaten een gemeenschappelijke munt. Direct of indirect stelt de Europese Unie precieze en dwingende regels vast inzake economische ontwikkeling, fiscaliteit, milieu, consumentenbescherming, geïntegreerde regionale ontwikkeling en landbouw, maar ook inzake werkgelegenheid, sociaal beleid, openbare dienstverlening, toegang tot het grondgebied, participatie van de burger aan het beleid enzovoort.

Op sommige van die regels of op wat tot de goedkeuring ervan heeft geleid, kunnen we kritiek hebben, net zoals we het in eigen land oneens kunnen zijn met bepaalde wetten zonder daarom vraagtekens te plaatsen bij de democratische instellingen die ze hebben aangenomen.

Het Europese integratieproces verloopt volgens een logica die al sinds vele jaren een leidraad vormt. Willen we daarover een oordeel vellen, dan moeten we een onderscheid maken tussen het belang van de gemeenschappelijke dynamiek en de betwistbare facetten van sommige beslissingen.

Die benadering is alleen werkbaar zo iedereen zich erin kan terugvinden.

Uit de jongste opiniepeiling die de Europese Commissie heeft gehouden (eurobarometer 61), blijkt nog maar eens dat de meeste Belgen het lidmaatschap van de Europese Unie positief evalueren. Zij zijn tevens

timent aussi que cette appartenance a été bénéfique pour la Belgique. Pourtant, le pourcentage observé (58%) est de loin inférieur au sommet atteint au début des années '90 (69% en 1992). En outre, toujours selon ce même eurobaromètre, les Belges et les Européens estiment en savoir relativement peu sur la politique et les institutions de l'Union. De manière générale, les Belges se situent en dessous de la moyenne de l'Union européenne quant à la connaissance qu'ils estiment avoir.

La perte de confiance dans le bénéfice que la Belgique peut retirer de son appartenance à l'Union européenne peut certainement trouver une explication dans le manque d'information sur les enjeux concrets de la construction européenne, au moment de la prise de décision, conjugué à l'impression croissante que certaines règles s'imposent de manière abrupte dans la vie de chacun. L'on a souvent, à cet égard, dénoncé une forme de «déficit démocratique».

Certaines réponses, directement liées au fonctionnement de nos institutions, ont été proposées. Contrairement à ce qui est prévu pour les traités classiques, les Chambres sont informées de l'ouverture de négociations sur la révision des traités européens et des projets avant leur signature. Elles peuvent donc en débattre (article 168 de la Constitution). De même, les propositions de directives et de règlements sont transmises aux Chambres, qui peuvent donner leur avis au gouvernement (article 92^{quater} de la loi spéciale du 8 août 1980). Il existe un Comité d'avis pour les questions européennes, commun au Sénat et à la Chambre des représentants. Pour ce qui concerne plus particulièrement cette dernière, un débat sur les questions européennes est en plus prévu chaque mois au sein de chaque commission permanente (article 36 du règlement de la Chambre).

Il faut pourtant constater que ces différents mécanismes ne parviennent pas à pallier la faiblesse du débat, et l'impression, souvent exacte, que ce dernier se déploie lorsque les décisions sont déjà prises.

L'importance de l'intégration européenne nous oblige à rencontrer ce problème. S'il perdure, il finira par mettre à mal tout ce qui a été construit: les mouvements

van oordeel dat België voordeel heeft kunnen halen uit dat lidmaatschap. Niettemin ligt de huidige tevredenheidsgraad (58%) fors lager dan de piek die in het begin van de jaren negentig werd opgetekend (69% in 1992). Bovendien geven de Belgen en de Europeanen volgens dezelfde eurobarometer aan dat zij relatief weinig weten over het beleid en de instellingen van de Unie. In het algemeen schatten de Belgen hun kennis terzake lager in dan het Europese gemiddelde.

Het verlies aan vertrouwen in de positieve effecten die het Europese lidmaatschap voor België kan hebben, is zonder enige twijfel mede te wijten aan de gebrekkige voorlichting over de concrete inzet van de Europese eenwording. Dat aspect wordt op het tijdstip van de besluitvorming te weinig belicht en daar komt bij dat de burgers almaar meer de indruk hebben dat bepaalde Europese regels abrupt inwerken op hun dagelijks leven. In dat verband werd al vaker verwezen naar een soort van «democratisch deficit».

Om een en ander te verhelpen, werd een aantal oplossingen gesuggereerd die direct verband houden met de werking van de instellingen. In tegenstelling tot wat voor de klassieke verdragen het geval is, worden de Kamers ingelicht wanneer onderhandelingen worden gestart over de herziening van de Europese verdragen en krijgen zij inzage in de verdragsontwerpen nog vóór die ondertekend worden. Ze kunnen er dus over debatteren (zie artikel 168 van de Grondwet); ook de voorstellen voor een richtlijn en voor een verordening worden aan de Kamers bezorgd, zodat zij de regering daarover een advies kunnen verstrekken (artikel 92^{quater} van de bijzondere wet van 8 augustus 1980). Voorts wijzen we op het bestaan van het – voor de Senaat en de Kamer van volksvertegenwoordigers gemeenschappelijke – Adviescomité voor de Europese aangelegenheden. Wat dat comité betreft, bepaalt het Kamerreglement (artikel 36) dat elke vaste commissie maandelijks een gedachtewisseling moet organiseren over de haar aanbelangende Europese aangelegenheden.

We kunnen er echter niet omheen dat al die mechanismen ontoereikend zijn om te zorgen voor een sterk debat, waardoor de – vaak terechte – indruk ontstaat dat een dergelijk debat pas op gang komt als de beslissingen al gevallen zijn.

Met de Europese integratie staat veel op het spel. Daarom moeten we voorkomen dat het democratisch deficit blijft aanslepen, zonet komt alles wat tot dus-

de repli sur de petits intérêts locaux se multiplieront, et l'Europe politique n'y survivra pas.

Nous vivons aujourd'hui une étape importante de la construction européenne. Elle doit être l'occasion d'un véritable débat public, d'une pédagogie, et d'une prise de responsabilité claire et assumée des institutions démocratiques qui vont devoir décider.

Le Traité instituant une Constitution pour l'Europe a été signé par les chefs d'État et de gouvernement ce 29 octobre. Il affirme enfin – symboliquement – ce que les traités précédents étaient déjà : la loi fondamentale de l'Union européenne. Mais il réorganise aussi le fonctionnement des institutions et leurs règles de décisions; il affirme des valeurs et des objectifs communs à tous les États membres ; il étend encore les compétences de l'Union par rapport à la souveraineté des États.

Les différents parlements du pays sont désormais saisis de la question, et doivent donner leur assentiment au traité pour que celui-ci puisse être ratifié par la Belgique. Il ne s'agit pas uniquement de savoir si la Belgique va ou non y adhérer, mais de savoir si la construction européenne va se poursuivre par la réforme proposée, et de dire clairement les raisons du choix et des perspectives qu'on lui donne. En nous déterminant pour nous-mêmes, nous nous prononçons aussi pour les autres : un refus clôturera le processus, et obligera à entamer de nouvelles négociations. A tout le moins, il faudra aussi savoir sur quelles bases.

Certains proposent de consulter la population par la voie d'un référendum, ou d'une consultation populaire, mais sans que le résultat n'ait de force contraignante, comme on peut le faire aujourd'hui dans nos communes et nos provinces.

Ces propositions poursuivent aussi, comme les auteurs de la présente proposition le souhaitent, l'objectif de mobiliser et de concerner toute la population du pays à propos des enjeux du traité constitutionnel et de la construction européenne.

ver is opgebouwd op losse schroeven te staan: de lidstaten zullen zich almaar meer terugplooiën op enge, lokale belangen en precies dat zou de dood betekenen van Europa als politieke macht.

Vandaag beleven we een belangrijke fase in de Europese eenwording. Die fase moet aanleiding geven tot een echt publiek debat, alsook tot pedagogische inspanningen en een duidelijk en concreet engagement van de democratische instellingen die terzake beslissingen zullen moeten nemen.

Het Verdrag tot vaststelling van een Grondwet voor Europa werd op 29 oktober 2004 door de staats- en regeringsleiders ondertekend. De tekst geeft eindelijk – zij het symbolisch – vorm aan iets wat de vorige verdragen al in de kiem droegen, namelijk een Grondwet voor de Europese Unie. Voorts behelst dat verdrag een reorganisatie van de werking van de instellingen en de daar geldende beslissingsregels, een bevestiging van de gemeenschappelijke waarden en doelstellingen van alle lidstaten, alsook een verdere uitbreiding van de bevoegdheden van de Unie ten opzichte van de soevereiniteit van de lidstaten.

De verschillende parlementen van ons land, die zich thans over het vraagstuk buigen, dienen hun goedkeuring te hechten aan het verdrag vooraleer het door België kan worden geratificeerd. Terzake rijst niet alleen de vraag of België zulks al dan niet zal doen, maar ook of met de voorgestelde hervorming de Europese Unie verder zal worden uitgebouwd; voorts dienen zowel die keuze als de daaruit voortvloeiende toekomstperspectieven duidelijk te worden aangegeven. Door te beslissen voor onszelf, beslissen we meteen ook voor de anderen: als we weigeren, wordt die verdere uitbouw afgebroken en zal het overleg opnieuw moeten worden opgestart. Op zijn minst moet dan ook geweten zijn op welke grondslagen dat zal gebeuren.

Er gaan stemmen op om bij referendum dan wel bij volksraadpleging te peilen naar de mening van de bevolking, evenwel zonder dat het resultaat bindende kracht zou hebben, in de zin van de referenda die thans in onze gemeenten en provincies kunnen worden georganiseerd.

In die voorstellen wordt tevens beoogd, geheel in de lijn van de gedachtegang van de indieners van dit voorstel, de bevolking van heel België warm te maken voor en te betrekken bij de inzet van het grondwettelijk verdrag en de Europese eenmaking.

Mais, sans que l'intérêt de leur démarche ne soit mis en cause, elles restent critiquables dans leur mécanisme, et ne pourraient, au demeurant, être mises en œuvre qu'au prix de très grandes difficultés. Elles présentent le risque de susciter un enthousiasme dont on peut déjà penser qu'il ne pourra qu'être déçu.

Le référendum décisionnel n'est pas autorisé par la Constitution, qui réserve le pouvoir législatif aux Chambres et au Roi.

La consultation populaire telle qu'elle est envisagée est également problématique. L'on peut affirmer qu'elle n'est qu'une simple indication donnée au Parlement avant qu'il ne se prononce.

Mais comment celui-ci motivera-t-il une décision qui irait à l'encontre de la volonté exprimée?

Comment pourra-t-il analyser cet avis et décoder les raisons de l'une ou l'autre prise de position, si l'expression populaire se réduit à choisir entre «oui» et «non» dans un isoloir?

Comment se préserver du risque que des questions annexes, internes, ne viennent perturber le choix sur un enjeu aussi important, d'autant que le choix de chacun ne devra pas être assumé publiquement?

Quelles conditions mettre à la participation pour que le dépouillement soit rendu public?

Comment garantir un débat de qualité, auquel tous pourraient participer, et par lequel les idées pourraient mûrir, en ne promouvant pas, sous le terme «débat», une simple campagne d'information?

Comment, dans un système politique presque confédéral (il n'y plus de partis nationaux), garantir que les représentants d'une communauté adhéreront au choix de la majorité de la population si par hasard cette majorité nationale ne correspondait pas à la détermination de la population d'une de nos communautés?

La vraie question est la suivante: comment garantir que l'opinion de chacun sera entendue, que le choix opéré tiendra compte de toutes ces opinions (dans une

Hoewel het belang van dat opzet niet kan worden ontkend, blijft de in die voorstellen bepleite regeling vatbaar voor kritiek; overigens zouden zij slechts uiterst moeizaam kunnen worden uitgevoerd. Zij dreigen zoveel enthousiasme teweeg te brengen dat men bij voorbaat teleurstelling kan verwachten.

Onze Grondwet staat niet toe dat een beslissings-referendum wordt georganiseerd, aangezien die tekst de wetgevende macht uitsluitend bij de Kamers en de Koning legt.

Ook een volksraadpleging, zoals die in uitzicht wordt gesteld, brengt onduidelijkheid voort. Men kan stellen dat die alleen fungeert als advies voor het parlement, vooraleer dit laatste een beslissing neemt.

Hoe zal het parlement echter een beslissing motiveren mocht die ingaan tegen de stem van het volk?

Hoe kan het parlement dat advies analyseren en de achterliggende beweegredenen voor een of ander standpunt ontcijferen, als de bevolking in een stemhokje alleen maar een «ja-» of een «nee-stem» kan uitbrengen?

Hoe kan worden voorkomen dat de keuze inzake een zo belangrijke inzet wordt vertroebeld door andere, te weten binnenlandse aspecten, temeer omdat niemand zijn keuze openbaar zal dienen te verantwoorden?

Welke voorwaarden moeten aan deelname worden gekoppeld opdat de stemuitslag openbaar wordt gemaakt?

Hoe kan men ervoor zorgen dat een hoogstaand debat wordt gevoerd waaraan iedereen kan deelnemen en waarin ideeën kunnen groeien, en waarbij een louter informatiecampaigned niet tot een «debat» wordt opgewaardeerd?

Hoe kan men in een nagenoeg confederaal politiek bestel (op Belgisch niveau zijn er immers geen nationale partijen meer) garanderen dat de vertegenwoordigers van een gemeenschap zich achter de keuze van de meerderheid van de bevolking zullen scharen, als toevallig mocht blijken dat de mening van die meerderheid op nationaal niveau verschilt van die van de bevolking van één van onze gemeenschappen?

De hamvraag luidt dan ook: hoe kan men garanderen dat eenieders mening zal worden gehoord, dat men bij het maken van een keuze rekening zal houden met

balance d'intérêts dont on sait déjà quelle sera difficile), qu'une réponse sera apportée à ceux qui se sont exprimés et qu'une explication claire et responsable sera communiquée à chacun sur les raisons du choix.

Répondre à cette question est l'objectif des auteurs de la présente proposition.

Ils veulent donc qu'avant de se prononcer, la Chambre, de préférence par une démarche commune avec le Sénat, le gouvernement et les parlements des entités fédérées, se donne l'obligation d'entendre tous ceux qui le souhaitent sur les questions, critiques, doutes et opinions diverses que suscite le traité constitutionnel européen.

La Chambre devra former son opinion sur la base de cette large consultation publique. Elle devra surtout s'imposer de motiver sa décision par une réponse circonstanciée à l'ensemble des remarques qui lui auront été transmises.

La publicité de ces débats et consultations est évidemment essentielle. Des propositions sont également faites à cet égard, et notamment la diffusion en direct des débats, la concertation obligatoire avec les médias télévisés, la diffusion large et rapide de documents, ...

Enfin, une véritable information devra être assurée, qui puisse communiquer à tout le monde la teneur des débats et les motivations du choix opéré. L'attitude politique responsable est de rendre des comptes sur la manière dont le mandat de représentant est exercé à ceux qui l'ont confié, et très certainement sur des questions aussi importantes.

Les auteurs de la présente proposition ont voulu formaliser la procédure qu'ils envisagent dans un règlement, plutôt que de se contenter d'une décision prise par un organe délégué de la Chambre.

Le règlement est la loi de la Chambre (article 60 de la Constitution). La démarche proposée est ambitieuse et très certainement importante pour restaurer un véritable débat démocratique sur les questions européennes. Elle doit donc elle-même faire l'objet d'un débat et d'une décision par l'adoption d'une norme claire que la Chambre s'impose.

al die meningen (nu al kan worden gesteld dat de belangenafweging moeizaam zal verlopen), dat allen die hun stem hebben laten horen van antwoord zullen worden gediend, en dat elkeen een duidelijke en weloverwogen uitleg zal krijgen over de motivatie van de keuze?

Het ligt in de bedoeling van de indieners van dit voorstel om die vraag te beantwoorden.

Zij willen derhalve dat de Kamer, vooraleer zij een uitspraak doet en bij voorkeur in samenwerking met de Senaat, de regering en de parlementen van de deelstaten, zichzelf verplicht te luisteren naar al wie uiting wil geven aan zijn vragen, kritiek, twijfels en uiteenlopende meningen inzake het Europees grondwettelijk verdrag.

De Kamer zal haar mening moeten vormen op grond van die brede openbare raadpleging. Bovenal zal zij zichzelf de verplichting moeten opleggen haar beslissing te motiveren met een omstandig antwoord op alle opmerkingen die haar zullen zijn bezorgd.

De openbaarheid van die debatten en raadplegingen is uiteraard van wezenlijk belang. Ook in dat verband worden voorstellen gedaan, meer bepaald om de debatten rechtstreeks uit te zenden, de verplichting om te overleggen met de tv-zenders, om de documenten snel en op grote schaal te verspreiden enzovoort.

Tot slot moet worden voorzien in een echte voorlichting, zodat iedereen kennis heeft van de inhoud van de debatten en van de beweegredenen van de gemaakte keuze. Een verantwoordelijke politieke houding impliceert dat een vertegenwoordiger ten aanzien van degenen die hem een mandaat hebben toevertrouwd, reenschap aflegt over de wijze waarop hij dat mandaat heeft ingevuld; zulks geldt des te meer voor dergelijke uitermate belangrijke kwesties.

Aangezien de indieners van dit voorstel geen genoeg willen nemen met een beslissing van een door de Kamer afgevaardigd orgaan, willen ze de beoogde procedure vastleggen in een reglement.

Het Reglement is de regelgeving van de Kamer (artikel 60 van de Grondwet). Het voorgestelde initiatief is ambitieus, en kan er heel zeker toe bijdragen dat er opnieuw een echt democratisch debat over de Europese aangelegenheden komt. Om die reden is een debat vereist over dat initiatief zelf en moet het terzake tot een beslissing komen. Daartoe dient de Kamer zichzelf een duidelijke norm op te leggen.

Voilà donc l'ensemble des motivations politiques et juridiques qui justifient la présente proposition de règlement spécial et temporaire de la Chambre des représentants.

Thierry GIET (PS)
Karine LALIEUX (PS)
Jean-Marc DELIZEE (PS)
Camille DIEU (PS)
Yvan MAYEUR (PS)
Valérie DÉOM (PS)
André FREDERIC (PS)
Marie-Claire LAMBERT (PS)
Patrick MORIAU (PS)
Talbia BELHOUARI (PS)

Al die politieke en juridische motieven onderbouwen dit voorstel tot instelling van een bijzonder en tijdelijk reglement van de Kamer van volksvertegenwoordigers.

PROPOSITION

Article 1^{er}

La Chambre se donne l'objectif, à l'occasion de l'examen du projet de loi d'assentiment au Traité établissant une Constitution pour l'Europe signé à Rome par les chefs des États membres le 29 octobre 2004, ci-après le Traité, de consulter préalablement et le plus largement possible la population vivant en Belgique et les groupements d'intérêts qui y sont actifs, afin de s'informer complètement des remarques, critiques, opinions, doutes ou questions que suscite le Traité, et d'apprécier en toute connaissance de cause les enjeux qui y sont liés.

La Chambre se donne également l'objectif de permettre à l'ensemble de la population vivant en Belgique de suivre le processus de consultation, et ensuite l'objectif de communiquer personnellement à chaque citoyen belge et à chaque étranger établi sur le territoire la synthèse de cette consultation.

Dans toute la mesure du possible, la Chambre poursuit ces objectifs conjointement avec le Sénat et y associe le gouvernement fédéral.

À leur demande et aux conditions fixées par la Conférence des présidents, les parlements des entités fédérées appelés à se prononcer sur l'assentiment au Traité sont également associés aux travaux de la Chambre.

Art. 2

La Chambre entendra et questionnera, sur les enjeux liés au Traité, les groupements d'intérêts qui en font la demande, pour autant que:

- dotés ou non de la personnalité juridique, ils soient constitués depuis au moins un an à dater de l'introduction de leur demande;
- ils soient constitués dans le but de défendre ou de promouvoir un intérêt particulier de tiers ou l'intérêt général ;
- leur demande parvienne au Président de la Chambre entre le 1^{er} et le 31 janvier 2005, accompagnée d'une note mentionnant succinctement les questions qu'ils souhaitent aborder.

VOORSTEL

Artikel 1

De Kamer stelt zich naar aanleiding van de bespreking van het wetsontwerp houdende instemming met het op 29 oktober 2004 in Rome ondertekende Verdrag tot vaststelling van een Grondwet voor Europa, hierna genoemd het Verdrag, tot doel vooraf en op een zo ruim mogelijke schaal de in België wonende bevolking en de belangengroepen die er actief zijn te raadplegen, teneinde zich volledig op de hoogte te stellen van de opmerkingen, kritieken, standpunten, twijfels of vragen die het Verdrag oproept en met volledige kennis van zaken de inzet ervan te beoordelen.

De Kamer stelt zich tevens tot doel de gehele in België wonende bevolking de mogelijkheid te bieden het raadplegingsproces te volgen en vervolgens de synthese van die raadpleging persoonlijk over te zenden aan elke Belgische burger en aan elke op ons grondgebied verblijvende vreemdeling.

De Kamer beoogt die doelstellingen, voor zover het mogelijk is, samen met de Senaat te verwezenlijken en betreft de federale regering daarbij.

Ook de parlementen van de decentrale overheden die zich over de instemming met het Verdrag moeten uitspreken, worden op hun verzoek en volgens de door de Conferentie van voorzitters bepaalde voorwaarden bij de werkzaamheden van de Kamer betrokken.

Art. 2

De Kamer hoort en ondervraagt de belangengroepen die erom verzoeken over de inzet van het Verdrag, op voorwaarde dat ze:

- ongeacht of ze rechtspersoonlijkheid hebben, op de datum van de indiening van hun verzoek sinds ten minste één jaar zijn opgericht;
- zijn opgericht om een bijzonder belang van derden of het algemeen belang te verdedigen of te bevorderen;
- ze hun verzoek tussen 1 en 31 januari 2005 bij de Voorzitter van de Kamer indienen, samen met een nota waarin ze beknopt aangeven welke aangelegenheden ze ter sprake wensen te brengen.

La Chambre informera largement sur la possibilité d'être entendu par les moyens les plus adéquats, notamment par des annonces dans la presse écrite et audiovisuelle.

La Chambre entendra et questionnera par ailleurs toute personne qu'elle jugera utile à ses travaux.

Art. 3

Par les moyens les plus adéquats, notamment par des annonces dans la presse écrite et audiovisuelle, la Chambre encouragera les particuliers, les personnes morales ou les groupements d'intérêts qui ne répondent pas aux conditions fixées à l'article 2, à faire part de leurs remarques, critiques, opinions, doutes ou questions suscités par le Traité, sous forme de pétition adressée à son Président avant le 31 mars 2005.

Les pétitions seront compilées et publiées sous la signature de leurs auteurs. Les éléments pertinents qui y figurent feront par ailleurs l'objet d'une synthèse.

Les auteurs d'une pétition peuvent s'opposer à sa publication. En ce cas, les éléments pertinents qui y figurent seront néanmoins pris en compte dans la synthèse.

Un ou plusieurs auteurs d'une pétition peuvent s'opposer à la publication de leur identité.

Les pétitions publiées et synthétisées seront examinées et débattues avant la fin des auditions des groupements d'intérêts.

Art. 4

La Chambre se prononcera sur le projet de loi d'assentiment au Traité en motivant sa décision au regard de l'ensemble des remarques, critiques, opinions, doutes ou questions émis lors des auditions ou communiqués par les pétitions.

A cette fin, la Chambre adoptera un rapport spécial reprenant cette motivation immédiatement après s'être prononcée sur le projet de loi d'assentiment.

Ce rapport peut également contenir des recommandations adressées au gouvernement fédéral, concer-

De Kamer verspreidt via de meest geschikte middelen ruime informatie over de mogelijkheid te worden gehoord, onder meer door aankondigingen in de schrijvende en audiovisuele pers.

De Kamer kan bovendien iedere persoon die ze voor haar werkzaamheden nuttig acht horen en ondervragen.

Art. 3

De Kamer kan aan de hand van de meest geschikte middelen, onder meer door aankondigingen in de schrijvende en audiovisuele pers, de particulieren, de rechtspersonen of de belangengroepen die niet beantwoorden aan de in artikel 2 bepaalde voorwaarden ertoe aanzetten kennis te geven van hun opmerkingen, kritieken, standpunten, twijfels of vragen die het Verdrag oproept, in de vorm van een vóór 31 maart 2005 aan de Voorzitter van de Kamer gericht verzoekschrift.

De verzoekschriften worden gecompileerd en gepubliceerd met de handtekening van de indieners ervan. Van de relevante gegevens die ze bevatten, wordt bovendien een samenvatting gemaakt.

De petitionarissen kunnen zich tegen de publicatie van hun verzoekschrift verzetten. In dat geval worden de relevante gegevens die ze bevatten toch in de samenvatting opgenomen.

Een of meer petitionarissen kunnen zich ertegen verzetten dat hun identiteit wordt bekendgemaakt.

De gepubliceerde en samengevatte verzoekschriften worden onderzocht en besproken vóór het einde van de hoorzittingen met de belangengroepen.

Art. 4

De Kamer spreekt zich over het wetsontwerp houdende instemming met het Verdrag uit en motiveert haar beslissing rekening houdend met alle tijdens de hoorzittingen of in de verzoekschriften geuite opmerkingen, kritieken, standpunten, twijfels of vragen.

De Kamer keurt daartoe, onmiddellijk nadat ze zich over het wetsontwerp houdende instemming heeft uitgesproken, een bijzonder verslag goed waarin die motivering wordt opgenomen.

Dat verslag kan tevens aan de federale regering gerichte aanbevelingen bevatten in verband met het

nant la politique européenne ou portant sur le développement de l'Union européenne ou l'avenir de ses institutions.

Art. 5

Il est institué une commission spéciale et temporaire au sein de la Chambre, à laquelle sera renvoyé le projet de loi d'assentiment au Traité.

Le président de la commission, pendant le temps du mandat de celle-ci, participe aux travaux de la Conférence des présidents.

Sauf ce qui est précisé par le présent règlement spécial et temporaire, la composition et le fonctionnement de la commission sont réglés par les articles 19 à 34 du Règlement de la Chambre des représentants.

Art. 6

La commission reçoit les demandes d'audition visées à l'article 2, se prononce sur leur recevabilité et, dès leur clôture, fixe l'agenda de l'ensemble des auditions.

Si le nombre de demandes recevables est tel que chacun ne peut être entendu de façon acceptable, la commission peut procéder à une sélection parmi les demandes, et établit la liste des groupements entendus, en s'assurant tout à la fois:

- d'une représentation équilibrée de groupements d'intérêts francophones et néerlandophones parmi ceux retenus;
- d'une représentation tenant compte des clivages politiques ou idéologiques des différents groupements défendant ou poursuivant les mêmes intérêts;
- d'une représentation qui permette d'aborder l'ensemble des questions figurant dans les notes accompagnant les demandes;
- d'une représentation qui privilégie les groupements les plus représentatifs de la défense ou de la poursuite d'un intérêt.

La commission établit également une liste de réserve, de sorte à pallier les modifications d'agenda et les désistements.

Europees beleid, de uitbouw van de Europese Unie of de toekomst van haar instellingen.

Art. 5

Er wordt in de Kamer een bijzondere en tijdelijke commissie opgericht waarnaar het wetsontwerp houdende instemming met het Verdrag zal worden verwezen.

De voorzitter van de commissie neemt, tijdens de duur van haar mandaat, deel aan de werkzaamheden van de Conferentie van voorzitters.

Met uitzondering van hetgeen dit bijzonder en tijdelijk reglement bepaalt, worden de samenstelling en de werking van de commissie geregeld door de artikelen 19 tot 34 van het Reglement van de Kamer van volksvertegenwoordigers.

Art. 6

De commissie neemt de in artikel 2 bedoelde verzoeken om te worden gehoord in ontvangst, spreekt zich uit over de ontvankelijkheid ervan en bepaalt, als de periode voor de indiening ervan verstreken is, de agenda van alle hoorzittingen.

Als er zoveel ontvankelijke verzoeken zijn dat elkeen niet op een aanvaardbare wijze kan worden gehoord, mag de commissie een selectie maken van die verzoeken. Ze stelt de lijst van de gehoorde groepen vast en zorgt daarbij voor:

- een evenwichtige vertegenwoordiging van de gekozen Nederlandstalige en Franstalige belangengroepen;
- een vertegenwoordiging die rekening houdt met de politieke of ideologische verschillen van de verschillende groepen die dezelfde belangen verdedigen of nastreven;
- een vertegenwoordiging die de bespreking mogelijk maakt van alle aangelegenheden die zijn opgenomen in de nota's die als bijlage bij de verzoeken gaan;
- een vertegenwoordiging die de voorkeur geeft aan de groepen die het meest representatief zijn voor de verdediging of de nastreving van een belang.

De commissie stelt tevens een reservelijst op zodat kan worden ingespeeld op de agendawijzigingen en de afzeggingen.

Les listes établies par la commission sont immédiatement communiquées à la Conférence des présidents qui les examine lors de sa plus prochaine réunion, et peut, à cette occasion, les modifier.

Une fois établis définitivement, les listes et l'agenda des auditions sont publiés sous forme de document parlementaire.

La commission convoque les groupements d'intérêts concernés et procède aux auditions.

La commission invite par ailleurs les demandeurs qui ne pourront être entendus, y compris ceux figurant sur la liste de réserve, à adresser à la Chambre une pétition circonstanciée reprenant les questions qu'ils souhaitaient exposer.

A la fin des auditions, sur la proposition d'un rapporteur désigné à cet effet, la commission établit la synthèse des questions exposées et des arguments échangés. Cette synthèse est publiée sous forme d'un document parlementaire.

Art. 7

Les pétitions visées à l'article 3 sont transmises à la commission, qui les compile et en assure la publication sous forme de document parlementaire, ainsi qu'elle en établit la synthèse, également publiée, sur la proposition d'un rapporteur désigné à cet effet.

Avant la fin des auditions des groupements d'intérêts, la commission examine les pétitions et en débat.

Elle en retient les éléments pertinents pour la poursuite de ses travaux et de sa mission. A cet égard, elle apprécie notamment l'importance donnée à l'une ou l'autre question par l'ensemble des pétitions.

Art. 8

D'initiative ou sur proposition de la Conférence des présidents, la commission entend et questionne également les personnes jugées utiles à sa mission.

De door de commissie opgestelde lijsten worden onmiddellijk overgezonden aan de Conferentie van voorzitters, die ze onderzoekt tijdens haar eerstvolgende vergadering en ze bij die gelegenheid kan wijzigen.

Zodra de lijsten en de agenda van de hoorzittingen definitief zijn bepaald, worden ze gepubliceerd in de vorm van een parlementair document.

De commissie roept de betrokken belangengroepen bijeen en gaat over tot de hoorzittingen.

Voorts vraagt de commissie de verzoekers die niet zullen kunnen worden gehoord, met inbegrip van wie op de reservelijst staat, een omstandig verzoekschrift aan de Kamer toe te zenden met de aangelegenheden die zij wensen voor te leggen.

Op het einde van de hoorzittingen maakt de commissie op voorstel van een daartoe aangewezen rapporteur een samenvatting van de aangelegenheden die aan bod zijn gekomen en van de uitgewisselde argumenten. Die samenvatting wordt gepubliceerd in de vorm van een parlementair document.

Art. 7

De in artikel 3 bedoelde verzoekschriften worden toegezonden aan de commissie, die ze compileert en ze in de vorm van een parlementair document laat publiceren. Voorts maakt zij daarvan een samenvatting, die eveneens op voorstel van een daartoe aangewezen rapporteur wordt gepubliceerd.

Vooraleer de hoorzittingen met de belangengroepen eindigen, onderzoekt de commissie de verzoekschriften en debatteert zij erover.

Zij selecteert er de relevante gegevens uit met het oog op de voortzetting van haar werkzaamheden en haar opdracht. In dat verband beoordeelt zij inzonderheid het belang dat alle verzoekschriften hechten aan deze of gene aangelegenheid.

Art. 8

Op eigen initiatief dan wel op voorstel van de Conferentie van voorzitters hoort en ondervraagt de commissie tevens de personen die zij voor haar opdracht dienstig acht.

L'ensemble de ces dernières auditions ne peut réduire de façon déraisonnable la liste des groupements d'intérêts effectivement entendus.

La liste des personnes entendues et l'agenda de leur audition sont publiés sous forme de document parlementaire.

La synthèse de ces auditions est jointe à celle des auditions des groupements d'intérêts.

Art. 9

Après avoir approuvé la synthèse des auditions, la commission examine le projet de loi d'assentiment au Traité qui lui a été renvoyé.

Elle soumet en même temps à la Chambre deux rapports.

Le premier rapport, conformément au Règlement de la Chambre des représentants, concerne l'adoption ou le rejet du projet de loi.

Le second rapport, conforme aux décisions mentionnées dans le premier, contient la synthèse des auditions et des pétitions ainsi que les motivations visées à l'article 4. Il se conclut par: «En conséquence, la commission propose à la Chambre d'adopter/de rejeter le projet de loi d'assentiment au Traité.».

Le second rapport prolonge le cas échéant sa conclusion par les recommandations au gouvernement fédéral visées à l'article 4.

La relation des débats de la commission figure, au choix de celle-ci, dans le premier ou dans le second rapport.

Art. 10

Sauf décision contraire et uniquement pour traiter de questions de procédure ou d'informations dont la confidentialité est jugée cruciale pour l'intérêt national ou pour la sécurité nationale, les réunions de la commission sont publiques.

Al die laatstgenoemde hoorzittingen mogen de lijst van de daadwerkelijk gehoorde belangengroepen niet onredelijk inkorten.

De lijst van de gehoorde personen en de agenda van hun hoorzitting worden gepubliceerd in de vorm van een parlementair document.

De samenvatting van die hoorzittingen wordt bij de samenvatting van de hoorzittingen met de belangengroepen gevoegd.

Art. 9

Na goedkeuring van de samenvatting van de hoorzittingen onderzoekt de commissie het haar overgezonden wetsontwerp houdende instemming met het Verdrag.

Tegelijkertijd legt zij de Kamer twee verslagen voor.

Het eerste verslag betreft, overeenkomstig het Reglement van de Kamer van volksvertegenwoordigers, de aanneming dan wel de verwerping van het wetsontwerp.

Het tweede verslag bevat, overeenkomstig de in het eerste verslag opgenomen beslissingen, de samenvatting van de hoorzittingen en verzoekschriften, alsmede de in artikel 4 bedoelde motiveringen. Het wordt besloten als volgt: «Derhalve stelt de commissie aan de Kamer voor het wetsontwerp houdende instemming met het Verdrag aan te nemen/te verwerpen.».

De conclusie van het tweede verslag wordt in voorkomend geval aangevuld met de in artikel 4 bedoelde aanbevelingen voor de federale regering.

De commissie geeft van haar besprekingen naar keuze kennis in het eerste dan wel het tweede verslag.

Art. 10

De commissievergaderingen zijn openbaar, behoudens andersluidende beslissing, en uitsluitend als het erom gaat vraagstukken te behandelen inzake de procedure of inzake informatie waarvan de vertrouwelijkheid cruciaal wordt geacht voor 's lands belang of voor de nationale veiligheid.

Le compte-rendu des réunions de la commission est publié sans délai, et au plus tard deux jours ouvrables après la réunion concernée.

Afin d'assurer au mieux la publicité des travaux, le déroulement des réunions publiques de la commission peut être suivi directement et à la demande, via un support en ligne. Cette information doit rester accessible, via le même support, au moins sept jours après la réunion concernée.

Aux conditions qu'elle fixe, la Chambre fournit à ceux qui le demandent l'enregistrement des réunions publiques.

Le Président de la Chambre s'assure auprès des chaînes de télévision diffusées sur le territoire de chaque Communauté de leur volonté de diffuser tout ou partie des réunions de la commission.

Un point avec la presse concernant les travaux de la commission est assuré chaque semaine.

Art. 11

Dans le mois de la décision de la Chambre sur le projet de loi d'assentiment au Traité, une brochure est réalisée, contenant un exposé synthétique, fidèle et accessible au plus grand nombre, des travaux de la commission, des questions qui ont été soulevées lors des auditions et par les pétitions, et de leurs principaux auteurs, ainsi que l'ensemble des motivations et recommandations visées à l'article 4.

Cette brochure est réalisée sous la responsabilité du Président de la Chambre, du bureau et des rapporteurs de la commission.

Elle est adressée personnellement à tous les Belges âgés de plus de 16 ans et à tous les étrangers âgés de plus de 16 ans établis sur le territoire.

Elle est disponible à la demande, via un support en ligne.

Le gouvernement fédéral est associé à la réalisation et à la diffusion de la brochure.

De notulen van de commissievergaderingen worden onverwijld gepubliceerd, en uiterlijk twee werkdagen na de betrokken vergadering.

Om de openbaarheid van de werkzaamheden zo goed mogelijk te garanderen, kan het verloop van de openbare vergaderingen rechtstreeks en op verzoek worden gevolgd, via een *on line*-verbinding. Die informatie moet via diezelfde verbinding ten minste zeven dagen na de betrokken vergadering toegankelijk blijven.

De Kamer verstrekt onder de door haar gestelde voorwaarden de opname van de openbare vergaderingen aan wie erom verzoekt.

De Voorzitter van de Kamer vergewist er zich bij de op het grondgebied van elke gemeenschap uitgezonden televisieomroepen van of zij de commissievergaderingen geheel of gedeeltelijk wensen uit te zenden.

Wekelijks is over de werkzaamheden van de commissie contact met de pers.

Art. 11

Tijdens de maand waarin de Kamer een beslissing neemt over het wetsontwerp houdende instemming met het Verdrag, wordt een brochure gemaakt met een beknopte, getrouwe en voor zoveel mogelijk mensen toegankelijke uiteenzetting van de werkzaamheden van de commissie, van de aangelegenheden die tijdens de hoorzittingen en in de verzoekschriften aan bod zijn gekomen, en van de belangrijkste indieners ervan, als ook van alle in artikel 4 bedoelde motiveringen en aanbevelingen.

Die brochure wordt opgesteld onder de verantwoordelijkheid van de Voorzitter van de Kamer, van het bureau en de rapporteurs van de commissie.

Zij wordt aan alle Belgen ouder dan 16 jaar en aan alle op het grondgebied gevestigde buitenlanders ouder dan 16 jaar persoonlijk toegestuurd.

Zij is op verzoek verkrijgbaar, via een *on line*-verbinding.

De federale regering wordt betrokken bij de totstandkoming en verspreiding van de brochure.

Art. 12

La commission est dotée des moyens financiers et matériels nécessaires à la poursuite de sa mission.

Le personnel suffisant y est affecté, le cas échéant via des engagements spécifiques, à durée déterminée.

La commission peut également s'entourer d'experts.

Les engagements spécifiques et les dépenses de la commission sont effectués sous le contrôle du Collège des questeurs, aux conditions et suivant les procédures que ce dernier détermine, le cas échéant sur proposition du bureau de la commission.

Art. 13

Dès son installation, la commission se réunit au moins deux fois par semaine, à l'exception des périodes de suspension des délais d'évocation décidées par la commission parlementaire de concertation.

Sauf si la Conférence des présidents en décide autrement:

- les auditions visées à l'article 6 débutent au plus tard le 1^{er} mars 2005 et se clôturent au plus tard le 15 juillet 2005;
- les rapports visés à l'article 9 sont débattus par la Chambre le deuxième mardi d'octobre et soumis à son approbation le jeudi qui suit.

Art. 14

Afin de garantir la meilleure coordination des travaux de la Chambre et du Sénat, le Président de la Chambre communique le présent règlement spécial et temporaire au Sénat, en même temps qu'il propose à ce dernier de poursuivre les mêmes objectifs que la Chambre et de réaliser conjointement la consultation qu'elle souhaite.

Pour répondre à la volonté du Sénat et garantir une démarche commune, la Conférence des présidents peut modifier ou adapter les articles 5 et 9, alinéas 1^{er} et 2, ainsi que l'attribution des compétences déléguées par le présent règlement au Président de la Chambre, à la

Art. 12

De commissie krijgt voor de uitvoering van haar opdracht de nodige financiële en materiële middelen toegewezen.

Er wordt haar voldoende personeel toegewezen, eventueel via specifieke indienstneming van bepaalde duur.

De commissie mag zich ook door deskundigen laten bijstaan.

De specifieke indienstneming en uitgaven van de commissie worden verricht onder de controle van het College van quaestoren, onder de voorwaarden en volgens de procedures die dit College bepaalt, eventueel op voorstel van het bureau van de commissie.

Art. 13

Zodra de commissie is geïnstalleerd, komt zij ten minste tweemaal per week bijeen, met uitzondering van de periodes van opschorting van de evocatietermijnen waartoe door de parlementaire overlegcommissie wordt besloten.

Tenzij de Conferentie van voorzitters er anders over beslist:

- vangen de in artikel 6 bedoelde hoorzittingen aan uiterlijk op 1 maart 2005 en worden ze gesloten uiterlijk op 15 juli 2005;
- worden de in artikel 9 bedoelde verslagen op de tweede dinsdag van oktober door de Kamer besproken en de daaropvolgende donderdag ter goedkeuring aan die Kamer voorgelegd.

Art. 14

Om tussen de Kamer en de Senaat de best mogelijke coördinatie te waarborgen, bezorgt de Voorzitter van de Kamer dit bijzonder en tijdelijk reglement aan de Senaat, waarbij hij die laatste voorstelt dezelfde doelstellingen als de Kamer na te streven en de door haar gewenste raadpleging gezamenlijk te houden.

Om aan de wil van de Senaat tegemoet te komen en een gemeenschappelijke aanpak te waarborgen, kan de Conferentie van voorzitters de artikelen 5 en 9, eerste en tweede lid, wijzigen of aanpassen, alsook de bevoegdheden die bij dit reglement zijn toegewezen aan

Conférence des présidents, au Collège des questeurs ou au bureau de la commission.

A défaut d'accord au sein de la Conférence des présidents, le Président de la Chambre soumet d'initiative à celle-ci les modifications nécessaires, en une proposition et un rapport qu'il établit.

Art. 15

Sauf pour ce qui concerne la diffusion des comptes-rendus de réunions, de documents parlementaires et de la brochure visée à l'article 11, le présent règlement cesse de produire ses effets une fois les dépenses nécessaires à sa mise en œuvre définitivement exécutées et les comptes y relatifs approuvés.

16 novembre 2004

Thierry GIET (PS)
Karine LALIEUX (PS)
Jean-Marc DELIZEE (PS)
Camille DIEU (PS)
Yvan MAYEUR (PS)
Valérie DÉOM (PS)
André FREDERIC (PS)
Marie-Claire LAMBERT (PS)
Patrick MORIAU (PS)
Talbia BELHOUARI (PS)

de Voorzitter van de Kamer, aan de Conferentie van voorzitters, aan het College van quaestoren of het bureau van de commissie.

Zo er geen overeenstemming is in de Conferentie van voorzitters legt de Voorzitter van de Kamer op eigen initiatief aan deze laatste de nodige wijzigingen voor, in een door hem opgesteld voorstel en verslag.

Art. 15

Behalve wat de verspreiding van de notulen van de vergaderingen, de parlementaire documenten en de in artikel 11 bedoelde brochure betreft, heeft dit reglement niet langer uitwerking zodra de voor de totstandkoming ervan gevestigde uitgaven definitief zijn verricht en de erop betrekking hebbende rekeningen zijn goedgekeurd.

16 november 2004